

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 10 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAICA PAPER EL

573 route des Ortis
26240 Laveyron

Références : 20240110-RAP-DAEN0024
Code AIOT : 0006102585

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2023 dans l'établissement SAICA PAPER EL implanté 573 route des Ortis 26240 Laveyron. L'inspection a été annoncée le 20/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est tenue dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) et a eu pour thématique l'action nationale « air » 2023 sur les rejets atmosphériques des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAICA PAPER EL
- 573 route des Ortis 26240 Laveyron
- Code AIOT : 0006102585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SAICA Paper de Laveyron fabrique du papier kraft à destination des cartonneries à partir de papiers et cartons recyclés (PCR). Il dispose pour cela de 2 machines à papier qui utilisent de la vapeur dans le process de séchage.

La vapeur est fournie par les chaudières du site :

- chaudière alimentée au biogaz produit en interne à la STEP (6 MW) ;
- 3 chaudières gaz (de 63 MW, 15 MW et 18 MW) ;
- 1 turbine de cogénération au gaz (TAG), appartenant à NOVAJoule mais dont l'exploitation est réalisée par SAICA PAPER et qui, lors de ses périodes de fonctionnement, fournit également de la vapeur (119 MW, avec chaudière de récupération de 69 MW et un brûleur post-combustion de 13 MW) ;
- une unité de co-incinération de biomasse de classe B (73,4 MW).

L'ensemble des chaudières n'est pas utilisé en même temps, sans toutefois avoir une impossibilité technique de le faire. Pour des raisons liées à la production, une chaudière de secours est toujours en chauffe et permet de suppléer à un arrêt inopiné.

Les chaudières (hors co-incinération et chaudière biogaz de 6 MW) sont pilotées à distance depuis une salle de contrôle dédiée, en équipe en 5 x 8.

L'unité de co-incinération de biomasse de classe B dispose de sa propre salle de contrôle.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale « air » 2023 sur les rejets atmosphériques des ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
2	Emissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
3	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
4	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
5	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
6	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
7	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
8	Respect des VLE	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	Sans objet
9	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 3.2.4 – Conduit 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En ce qui concerne les prescriptions contrôlées, l'inspection peut conclure que le site est très correctement suivi par un personnel compétent.

Des investissements récents dont la chaudière de co-incinération sont constatés sur le site avec une bonne maîtrise concernant le traitement des rejets atmosphériques et le suivi de ces derniers.

Une observation est toutefois faite pour rappeler que le contrôle des rejets atmosphériques par un organisme agréé est à faire tous les trimestres.

L'exploitant a fourni un justificatif de novembre 2023 indiquant que des données de relevé de gaz n'ont pas pu être extraites par le prestataire. Il est indiqué que les données instantanées respectaient les VLE. Le prestataire s'est engagé à réaliser le contrôle réglementaire courant janvier 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : Un point explicatif du process concernant la co-incinération a été fourni (incluant la préparation du bois en fin de vie et la préparation du combustible refus papetiers). - La chaudière de co-incinération (ChBio) dispose d'un unique exutoire référencé n°6 dans l'arrêté préfectoral du 30/06/2021 et sur le plan fourni. - Toutes les opérations de déchargement, criblages broyages sont réalisées dans des bâtiments fermés (RTP et Bois Fin de vie) - L'ensemble des convoyeurs sont capotés. Tous ces éléments ont été constatés sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Limitation des émissions diffuses
Prescription contrôlée : Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces

<p>fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le stockage de la biomasse est réalisé dans un silo fermé.</p> <p>Le respect de l'article 3.3.2* de l'arrêté préfectoral a été constaté :</p> <p>Le site dispose bien d'une centrale d'aspiration qui permet de contenir les poussières de bois et de les réinjecter dans le circuit de combustible. Une filtration est présente.</p> <p>Les opérations de broyage des résidus internes d'épuration sont exercées dans des locaux fermés (local broyeur) et dans des enceintes capotées (transfert sur des convoyeurs capotés après broyage).</p> <p>* rappel de l'article 3.3.2 : « Les opérations de broyage et de préparation de combustibles à partir des déchets de bois en fin de vie sont exercées dans des locaux fermés (local broyeur) et dans des enceintes capotées (transfert sur des convoyeurs capotés, mélange dans des silos fermés). Ces installations sont dans un bâtiment fermé doté d'un système d'aspiration des poussières avec filtration. »</p> <p>Le mâchefer est stocké dans deux bennes de 12 m³ chacune située à l'extérieur du bâtiment de la co-incinération. Les matériaux récupérés ne présentent pas un aspect pulvérulent. De ce qui a été vu, le risque d'envol est maîtrisé.</p> <p>L'évacuation des cendres sous foyer et des cendres volantes du filtre à manches est réalisée par un transport pneumatique vers deux silos de stockage séparés de 100 m³.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Points de rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.</p> <p>La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée.</p> <p>L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p>
<p>Constats :</p> <p>La présence d'une cheminée pour l'évacuation des fumées a été constatée (conduit n°6).</p>

Le débouché des cheminées ne présente pas d'obstacles à la bonne dispersion du panache. Le conduit a bien un débouché vertical.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Page 15/166, chapitre 5 du rapport de vérification du Bureau Veritas du 17 octobre 2023 (mesures de juin et septembre 2023), il est constaté un écart à la norme NF EN 15259 pour les paramètres « débit » et « polluants avec analyse particulaire ». Cependant, l'impact sur le résultat et la conformité sont notés comme « faible ».</p> <p>Sur ce sujet, l'exploitant a fait constater à l'inspection qu'il avait mis aux normes les orifices de mesure (nouvelles plaques vues sur la cheminée en point haut).</p> <p>De manière générale, d'autres écarts aux normes sont relevés au même chapitre mais tous sont considérés comme ayant un impact sur le résultat et la conformité « faible ».</p> <p>A la demande de l'inspection : « pourquoi il n'a pas été possible de scruter un des axes réglementaire de points de prélèvement (points 8 à 13) pour certains paramètres : « 8 HAP », « HF », et « certains métaux » (page 15 et 16/166) ? », l'exploitant a répondu :</p> <p>La chaudière est équipée de 2 brides de prélèvements, les prélèvements HAP/DIOXINES/METAUX/HF sont réalisés sur une bride en simultanée en scrutation de l'axe contrôlé. Compte tenu des conditions de prélèvement respectant les longueurs droites, les flux gazeux sont réputés homogènes et nous avons très peu de concentration particulaire <20 % de la valeur limite à l'émission (VLE) en Poussières. Par conséquent l'impact de la non scrutations sur les 2 axes sur la validité de la mesure est faible.</p> <p>Cette réponse convient à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Le prestataire Bureau Veritas de Saint-Genis-Laval est agréé (jusqu'au 31/12/24) pour tous les paramètres de 1a à 16a sauf l'analyse des dioxines/furannes (agrément 8) et le 1b, 3b, 4b, 5b, 6b, 9b, 10b, 16b. Une sous-traitance a été opérée auprès d'EUROFINS Gfa Hambourg pour les PCDD/F. Ce prestataire a l'agrément 8 (valable jusqu'au 31/12/2025). Une sous-traitance a été opérée auprès d'EUROFINS SAVERNE pour tous les autres paramètres restants non agréés pour Bureau Veritas, Saint-Genis-Laval (agrément valable jusqu'au 30/06/2024). Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques indique qu'il a été réalisé à marche maximum de fonctionnement (73,4 MW).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Le prestataire utilise les méthodes de mesurage selon les normes issues de l'arrêté du 11 mars 2010.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors du contrôle des rejets atmosphériques, il n'y a eu aucun dépassement des valeurs limites à l'émission (VLE).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure. Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 : 1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ; 2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.
Constats : Les valeurs limites à l'émission (VLE) sont respectées. A la demande de l'inspection : « pourquoi 3 essais n'ont pas été réalisés pour les "HAP" ? », l'exploitant a répondu : Compte tenu de la nature de la chaudière et du combustible et du retour d'expérience du prestataire, un triplement de la mesure n'a pas été effectué. Le résultat obtenu est inférieur à la limite de détection (valeur nulle), ce qui valide cette hypothèse. Cette réponse convient à l'inspection. Par ailleurs, l'analyse du Carbone Organique Total (COT) a bien été réalisée. En contrôle de rejets atmosphériques, le COT est mesuré via les Composés Organiques Volatils Totaux (COVT) : techniquement, à ce jour, on ne peut pas faire autrement que de mesurer la partie gazeuse : norme EN 12619 – partie B.3). Observation n°1 : Un rappel a été fait concernant la fréquence de mesure par un organisme agréé qui est à réaliser tous les <u>trimestres</u> (cf. article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 30/06/21).

La fréquence de chaque paramètre est à considérer :

Continu : paramètre à mesurer 4 fois par an

Semestriel: paramètre à mesurer 2 fois par an sur les 4 passages du contrôleur

Annuel : paramètre à mesurer 1 fois par an sur les 4 passages du contrôleur

L'exploitant a fourni un justificatif de novembre 2023 indiquant que des données de relevé de gaz n'ont pas pu être extraites par le prestataire. Il est indiqué que les données instantanées respectaient les VLE. Le prestataire s'est engagé à réaliser le contrôle réglementaire courant janvier 2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Respect des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2021, article 3.2.4 – Conduit 6

Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets

Prescription contrôlée :

Tableau de VLE – Conduit 6 (chaudière de co-incinération)

Constats :

Sur site, le relevé d'auto-surveillance instantané en concentrations validées montre que les valeurs limites de l'arrêté préfectoral sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite